

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P)

DISPOSITIONS GENERALES

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

Conducteur d'opération

SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Objet du marché

**– CHALON-CRISSEY (71) – BPIA – CASERNE LCL MORETEAUX – Aire Jaguar –
Aménagement d'une installation de collecte de déchets non dangereux,
– AUXONNE (21) – Zone Technique Les Granges Hautes –
Création d'une aire de stockage temporaire de déchets en zone technique.
DAF_2021_001004**

Projet n° 21USID05-003

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE DG1 – PRESENTATION DU MARCHE.....	5
ARTICLE DG2 – STRUCTURE DU MARCHE TRAVAUX	5
DG2.1 – TRANCHES	5
DG2.2 – PLANS JOINTS AU MARCHE.....	5
ARTICLE DG3 – SITUATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES	6
DG3.1 – SITUATION GEOGRAPHIQUE	6
DG3.2 – TRAVAUX DANS UNE ENCEINTE MILITAIRE.....	6
<i>DG3.2.1 – HORAIRES DE SERVICE.....</i>	<i>6</i>
<i>DG3.2.2 - AUTORISATION D'ACCES</i>	<i>6</i>
<i>DG3.2.3 – REGLEMENTATION INCENDIE</i>	<i>6</i>
ARTICLE DG4 – DOCUMENTS	7
DG4.1 – DOCUMENTS APPLICABLES AU MARCHE	7
DG4.2 – PLANS ET PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE	7
<i>DG4.2.1 – AVANT LA PERIODE DE PREPARATION.....</i>	<i>7</i>
<i>DG4.2.2 – PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION</i>	<i>7</i>
<i>DG4.2.3 - AVANT EXECUTION DES TRAVAUX</i>	<i>8</i>
<i>DG4.2.4 - EN COURS D'EXECUTION</i>	<i>8</i>
<i>DG4.2.5 - APRES ACHEVEMENT DES TRAVAUX.....</i>	<i>8</i>
<i>DG4.2.6 – PLAN DE RECOLEMENT.....</i>	<i>9</i>
<i>DG4.2.7– REUNIONS DE CHANTIER</i>	<i>9</i>
ARTICLE DG5 – EXECUTIONS DES PRESTATIONS	9
ARTICLE DG6 – AMIANTE.....	10
ARTICLE DG7 – ESSAIS ET CONTROLES.....	10
ARTICLE DG8 – INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
ARTICLE DG9 – GESTION ET SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER	11
ARTICLE DG10 – NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES	11
DG10.1 - EN COURS DE CHANTIER	12
DG10.2 - EN FIN DE CHANTIER.....	12

ARTICLE DG1 – PRESENTATION DU MARCHE

Les travaux consistent à l'aménagement d'une installation de collecte de déchets non dangereux au profit de la BPIA sur la Caserne LCL MORETEAUX à CHALON et à la création d'une aire de stockage temporaire de déchets en zone technique « Les granges Hautes » à AUXONNE.

ARTICLE DG2 – STRUCTURE DU MARCHE TRAVAUX

DG2.1 – TRANCHES

Le présent marché est passé en deux tranches, concourant à la réalisation des travaux visés à l'article 1.1 ci-dessus, dont les intitulés sont les suivants :

Tranches	Intitulé
N° 1	CRISSEY - Aménagement d'une installation de collecte de déchets non dangereux
N° 2	AUXONNE - Création d'une aire de stockage temporaire de déchets en zone technique

Les durées d'exécution des tranches sont indiquées dans le planning prévisionnel d'exécution.

DG2.2 – PLANS JOINTS AU MARCHE

Les plans joints au marché sont :

Tranche ferme: CHALON-CRISSEY	
N° PLAN	INTITULE DU PLAN
00	Page de garde carnet de plans
01	Plan de situation
02	Plan de masse
03	Plan de masse partiel – État projeté
04	Plan d'aménagement de la déchetterie – État projeté
05	Schéma simplifié circuit électricité – État projeté
06	Vue en plan du bungalow – État projeté

Tranche optionnelle : AUXONNE	
N° PLAN	INTITULE DU PLAN
00	Page de garde carnet de plans
01	Plan de situation
02	Plan de masse
03	Plan de masse partiel – État projeté
04	Coupe AA' et BB' – État projeté
05	Plan de façade Nord-Est et Sud-Ouest – État projeté
06	Plan de façade Sud-Est et Nord-Ouest – État projeté
07	Schéma de principe eaux de pluie et électricité – État projeté
08	Photographies – État actuel

ARTICLE DG3 – SITUATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

DG3.1 – SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le terrain d'emprise se situe sur la commune de CRISSEY- CHALON et AUXONNE.

DG3.2 – TRAVAUX DANS UNE ENCEINTE MILITAIRE

Le chantier et ses installations seront localisés dans une enceinte militaire fermée dont l'accès est contrôlé et réglementé. A ce titre, l'accès au chantier se fera obligatoirement à partir de l'entrée principale du quartier militaire. Les conditions d'organisation, d'hygiène et de sécurité du chantier sont fixées dans les articles 3.3.7 et 8-5 du CCAP. Une zone sera mise à disposition des entreprises sur le parking afin d'y installer leurs installations de chantier.

DG3.2.1 – HORAIRES DE SERVICE

Compte tenu des consignes de sécurité propres aux sites, les chantiers seront accessibles aux entreprises durant les plages horaires suivantes : du lundi au jeudi 07h30 – 17h30, le vendredi de 07h30 à 12h00.

Le régiment est gardé par l'autorité militaire. Les entreprises devront impérativement s'adapter aux horaires d'ouverture et de fermeture. Néanmoins, le titulaire reste responsable de l'enceinte de son chantier et des installations communes. Au terme de chaque journée, il devra assurer leurs fermetures.

DG3.2.2 - AUTORISATION D'ACCES

Afin de pouvoir accéder aux régiments, tout le personnel devant accéder aux chantiers sera contrôlé au préalable par les services compétents du ministère.

Pour ce faire, dès la notification du marché, le titulaire remplira et retournera les documents fournis par le maître d'œuvre :

- Liste des personnels civils d'entreprises, susceptibles de pénétrer dans les enceintes militaires, accompagné de cartes d'identité valides, le tout en version scannée (fichier Word) ;
- Liste des véhicules civils d'entreprises, susceptibles de pénétrer dans les enceintes militaires, accompagné des assurances, cartes grises et contrôle technique, le tout en version scannée (fichier Word) ;
- Formulaire à renseigner pour chaque travailleur (fichiers PDF nommé SOPHIA) avec une copie de la carte d'identité et une photo d'identité. Ce document sera fourni obligatoirement :
 - En version informatique (scanné) au représentant du maître d'œuvre ;
 - En version papier scanné avec la signature du travailleur et la signature du chef d'entreprise.

L'ensemble de ces documents seront transmis au représentant du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre informe le titulaire du marché que la procédure de contrôle élémentaire a généralement une durée de 2 mois. Il est vivement recommandé de fournir ces documents dès la notification du marché.

Pour toute entrée dans le régiment, les sociétés se présenteront au poste de sécurité qui leurs délivrera des badges permettant de rentrer sur le site.

DG3.2.3 – REGLEMENTATION INCENDIE

Les dispositions constructives appliquées devront répondre aux prescriptions du Code du travail et aux documents suivants :

- Arrêté du 3 août 1999 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ;

- Arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.

Le titulaire du marché devra assurer à ses frais, sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier :

- D'un extincteur à mousse, sur chaque portion de zone en travaux, efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés ;
- D'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, etc.) devra être précédée de la remise au maître d'œuvre d'un permis feu indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer ;
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

L'entrepreneur devra désigner un responsable assurant à chaque arrêt de travaux, l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

ARTICLE DG4 – DOCUMENTS

DG4.1 – DOCUMENTS APPLICABLES AU MARCHE

- Le présent CCTP et ses annexes ;
- Les DTU et normes en vigueur ;
- Les documents énoncés dans le CCAP.

DG4.2 – PLANS ET PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE

Les documents seront remis en autant d'exemplaires que demandé par le maître d'œuvre. A titre indicatif, les documents d'exécution des travaux seront fournis en trois exemplaires. Ils seront signés par l'entrepreneur.

La liste complète des documents à fournir sera établie en période de préparation et mise à jour pendant l'exécution des travaux.

DG4.2.1 – AVANT LA PERIODE DE PREPARATION

Une réunion préalable sera organisée en début de période de préparation par le maître d'ouvrage assisté du maître d'œuvre. Cette réunion permettra de déterminer les points nécessaires au commencement des travaux.

Le titulaire du marché effectuera toutes les démarches nécessaires auprès des autorités administratives pour l'exécution des travaux pendant cette période.

De plus le titulaire fournira les documents nécessaires permettant les contrôles élémentaires de sécurité des personnes intervenant pour les travaux concernant l'accès au régime conformément à l'article DG3.2.2 du présent marché.

DG4.2.2 – PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION

En application des articles 8 et 9 du CCAP, les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché :

- Documents administratifs et réglementaires (assurance, acceptation de sous-traitant, etc.) ;
- Documents relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PPSPS, habilitations électriques des personnels, etc.) ;
- Projet des installations de chantier comprenant les différents raccordements de toutes natures aux réseaux existants ;
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux, détaillé.

DG4.2.3 - AVANT EXECUTION DES TRAVAUX

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché :

- Notes de calculs tous corps d'état des ouvrages définitifs et des ouvrages provisoires éventuels telles que spécifiées dans chaque section technique du CCTP ;
- Documentations techniques et commerciales, avis techniques, procédés de mise en œuvre des matériaux et matériels utilisés ;
- Echantillons des matériaux et matériels employés ;
- Procès-verbal de conformité des installations électriques provisoires de chantier.

Les notes de calcul présentées au maître d'œuvre devront comporter toutes les informations nécessaires à leur bonne compréhension : hypothèses, méthodes de calcul et coefficients de sécurité retenus, règlements appliqués.

Si les calculs ont été réalisés à l'aide d'un logiciel, ils pourront être présentés en sortie machine avec une fiche explicative indiquant le type de logiciel utilisé et les renseignements indiqués ci-dessus.

Il est à noter qu'aucun travail ne pourra être exécuté avant que les notes de calcul de l'ouvrage soient visées par le Maître d'Œuvre.

DG4.2.4 - EN COURS D'EXECUTION

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché :

- Tous les justificatifs demandés par le maître d'œuvre et attestant la qualité et la provenance des matériaux et matériels mis en œuvre ;
- Bordereaux de suivi des déchets industriels tels que spécifié dans l'article DG7 du présent document.

Pour diverses raisons, en cours d'exécution, il pourra être nécessaire de modifier certaines dispositions figurant dans le projet initialement prévu. Dans ce cas, l'entrepreneur devra signaler tout changement qu'il jugerait utile d'apporter au projet primitif et adresser les propositions correspondantes au maître d'œuvre. Le titulaire fournira les plans et les notes justificatives de toutes modifications, et devra obtenir le visa du Maître d'œuvre avant exécution.

DG4.2.5 - APRES ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Le titulaire fournira l'ensemble du DOE à réception des travaux. Le DOE sera fourni en 3 exemplaires et portera l'intitulé « DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS » :

- CHALON-CRISSEY (71) – BPIA – CASERNE LCL MORETEAUX – Aire Jaguar – Aménagement d'une installation de collecte de déchets non dangereux,
- AUXONNE (21) – Zone Technique Les Granges Hautes – Création d'une aire de stockage temporaire de déchets en zone technique.

« En 2 exemplaires en format papier, 1 exemplaire en support informatique type USB, accompagné des informations suivantes :

- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE), il devra comporter les informations suivantes :
Les numéros G2D à reporter dans le DOE:

Numéro G2D de l'immeuble : CSS : 157990, AXN : 160031.

- Les plans pliés au format A4 et sous pochette protectrice, à mettre en place dans les coffrets électriques ;
- Le procès-verbal de conformité des installations électriques.

Tous les documents informatiques fournis par l'entreprise seront compatibles avec la version du logiciel MICROSTATION/TRIFORMA que possède le Service d'Infrastructure de la Défense et structurés selon la charte DAO (Dessin Assisté par Ordinateur).

Le DOE sera fourni en trois exemplaires aux formats papier A4 ou plié au format A4 et informatique sur clef USB. Les documents seront réunis dans des classeurs permettant leur extraction sans dommage pour une exploitation ultérieure. Les documents seront rassemblés par section technique avec intercalaires entre sections techniques et avec des cartouches qui ne seront pas ceux du chantier, mais porteront la mention "Plans de récolement, conformes à l'exécution" ainsi que le cachet et la signature de l'entreprise.

DG4.2.6 – PLAN DE RECOLEMENT

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur devra la fourniture au maître d'œuvre du plan de récolement indiquant tous les réseaux (eaux usées, eaux pluviales, etc...), ainsi que les points de niveaux des différents portails et portillons, des différents tampons, ainsi que la position des différents réseaux rencontrés lors des travaux, et tout ceci en quatre exemplaires à l'échelle 1/250ème dont un sur support reproductible et un sur support informatique, les fichiers devant être au format DGN (logiciel MICROSTATION).

DG4.2.7 – REUNIONS DE CHANTIER

L'entrepreneur devra sa présence aux réunions de chantier qui se dérouleront sur convocation du représentant du maître d'œuvre.

ARTICLE DG5 – EXECUTIONS DES PRESTATIONS

Pour la rédaction de son offre, l'entrepreneur certifie avoir pris connaissance de l'ensemble des travaux qui seront à réaliser.

Dans le courant du délai d'étude de son offre, il devra signaler par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation, faute de quoi il est réputé accepter les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations de sa spécialité, nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Par le fait de soumissionner, l'entreprise contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux, nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au descriptif. Dans le cas où les stipulations du descriptif ne correspondraient pas à celle des plans,

notamment en ce qui concerne les dimensions, l'entrepreneur se devra d'envisager la solution la plus onéreuse, dans l'élaboration de ses prix.

De ce fait il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que la désignation mentionnée sur les plans d'une part, et sur le descriptif d'autre part, pourrait présenter d'inexacts, d'incomplets ou de contradictoires renseignements.

Son offre a été établie en incluant toutes les incidences financières découlant des dernières réglementations concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de la consistance des travaux et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux.

Compte tenu du type d'exécution (sur mesure) l'ensemble des côtes à relever afin de réaliser les prestations seront effectué par le titulaire du lot.

Avant exécution, l'entrepreneur doit vérifier toutes les côtes des plans qui lui sont remis. Il ne peut arguer d'omissions, d'erreur de plan ou de devis pour ne pas exécuter l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux dans les règles de l'art.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la réalisation des travaux et qu'il a visité les lieux et qu'il les accepte tels qu'ils sont.

L'entrepreneur réceptionne les ouvrages sur lesquels il intervient et formule ses réserves au Maître d'œuvre avant tout commencement des travaux.

En début de chantier, l'entrepreneur doit donner le nom de la personne chargée d'assurer ces contrôles.

Avant tout démarrage l'entrepreneur titulaire du présent lot devra s'assurer que l'ensemble des réseaux divers ont été neutralisés ou dévoyés par les lots techniques. L'entrepreneur doit, avant tout commencement de travaux :

- Prendre toutes précautions nécessaires à la bonne préservation des ouvrages existants visibles ou non ;
- Prendre connaissance des plans, des ouvrages existants, reconnaître soigneusement les lieux et formuler par écrit toutes remarques nécessaires au maître d'œuvre.

ARTICLE DG6 – AMIANTE

Un diagnostic amiante avant travaux a été réalisé par le maître d'ouvrage sur le site de CRISSEY et joint à la présente consultation. **Celui – ci ne révèle pas de présence d'amiante.**

ARTICLE DG7 – ESSAIS ET CONTROLES

Les conditions dans lesquelles sont réalisés les essais de contrôle et les épreuves sont définies au CCAP et aux articles 24 et 38 du CCAG.

Les comptes rendus détaillés des essais et contrôles demandés dans le CCTP seront fournis au maître d'œuvre dans les trois (3) jours suivants les essais.

L'entrepreneur est tenu de vérifier la qualité des matériaux fournis et de leur mise en œuvre. Il devra fournir toutes les justifications nécessaires.

Lors de la réalisation d'essais et contrôles en cours de chantier sur des éléments de construction non vérifiable à la réception de l'opération (réseaux enterrés, etc.) l'entreprise devra prévenir le maître d'œuvre 5 jours ouvrés avant de procéder aux examens.

ARTICLE DG8 – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Conformément à l'article 8.4 du CCAP, il appartient au titulaire du marché du lot 1 de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes et d'en assurer l'évacuation en fin de travaux. Ces installations serviront à l'ensemble des corps d'état. Elles devront être entretenues et gérées par le titulaire pendant toute la durée du chantier.

Les baraquements seront réalisés conformément au code du travail. Ils seront mis en place sur une plate-forme nivelée hors d'eau. Le nettoyage journalier des locaux et baraquements de chantier est à la charge de l'entreprise titulaire.

Une signalisation par panneaux de chantier provisoires sera mise en place aux abords du chantier. Cette signalisation comprendra tous les panneaux nécessaires à la sécurité des usagers de la route et du personnel de chantier (panneaux de limitation de vitesse, travaux, sortie de poids lourds, etc.).

Un balisage indiquant l'itinéraire d'accès sera réalisé entre l'entrée du régiment et le chantier. Ce balisage sera réalisé en panneau de dimensions 30 x 50 cm minimum, résistants aux intempéries et fixés solidement pour la durée du chantier.

Tout raccordement sur un réseau appartenant à l'administration sera précédé de la fourniture et mise en place par le titulaire d'autant de compteurs que nécessaires, puis de leurs relevés avec un représentant du maître d'œuvre en début et fin de travaux. Les consommations seront remboursées au groupement de soutien de la base de défense.

L'administration militaire n'assure aucun gardiennage des parties intéressant le chantier et ses installations.

ARTICLE DG9 – GESTION ET SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER

Chaque entrepreneur s'engage, pour l'intégralité des travaux, à respecter et mettre en place une procédure de tri et de suivi des déchets. Les présentes dispositions sont applicables à toutes les entreprises intervenantes.

L'administration militaire ne met à disposition des entreprises aucun lieu de dépôt pour les matériaux en excédents issus des travaux de terrassement. Ces déblais seront évacués à charge du titulaire en centre de traitement agréé.

Le titulaire assurera également la gestion de tous les autres déchets issus du chantier dans les conditions suivantes :

- Mise en place et maintien pendant la durée du chantier, de bennes permettant un tri sélectif des matériaux :
 - Inertes non recyclables (tuiles, béton, etc.) ;
 - Recyclables (cartons, plastiques, métal, etc.) ;
 - Non recyclables incinérables (revêtements de sol, bois, etc.) ;
 - Spéciaux (résidus de peinture, pots de colle, etc.).
- Suivi des déchets par bordereaux d'élimination, aucun déchet ne sera brûlé sur chantier.

ARTICLE DG10 – NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage des ouvrages avant la réception des travaux.

DG10.1 - EN COURS DE CHANTIER

L'entrepreneur doit :

- Assurer la protection des surfaces livrées par les différents corps d'état et susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits qui pourraient être utilisés ;
- Maintenir son chantier en état de propreté.

DG10.2 - EN FIN DE CHANTIER

L'entrepreneur doit :

- L'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés ;
- Le balayage du bâtiment et de ces abords ;
- L'enlèvement des emballages et déchets divers dus à son intervention, à l'intérieur et aux abords du bâtiment ;
- Le nettoyage des réseaux, grilles et avaloirs de toute nature ;
- Le nettoyage des parkings et voiries.

Le présent entrepreneur devra la remise en état des abords à l'identique de l'existant une fois tous les travaux réalisés. Il devra faire tous les raccordements de voie, route, allée, espaces verts, etc... pour une parfaite finition de l'ensemble. Les éventuels orniérages devront être obturés. Toutes les dégradations survenues au cours des travaux seront intégralement reprises. Toute la zone sera nettoyée afin d'éliminer toutes les terres dues aux engins de chantier.